

Au lieu du

Nombre d'oiseaux pouvant être pris

Part revenant à chaque groupement				
AOB	AVIBO	BOF	VIMIBEL	
2 500	17 300	5 000	1 200	26 000

AOB : « Association ornithologique de Belgique ».
 AVIBO : « Algemene Vinkeniersbond ».
 BOF : « Belgische Ornithologische Federatie ».
 VIMIBEL : « Vinkeniers van Midden-België ».

MINISTRE DE LA REGION WALLONNE

F. 85 — 2312

15 JUILLET 1985. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon modifiant l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage pour la Région wallonne

L'Exécutif wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 6, 1er, IX;

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7, 1er, alinéa 3, modifié par les lois des 14 juillet 1951 et 14 février 1961;

Vu la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public, de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15;

Vu l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage, notamment les articles 53 à 58 modifiés par les arrêtés royaux des 24 février 1967, 11 octobre 1971 et 6 octobre 1978;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, 1er, modifié par la loi ordinaire du 9 août 1980;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'urgence;

Considérant que le nombre de chômeurs difficiles à placer s'accroît considérablement, y compris pour des catégories d'âge qui n'étaient pas frappées antérieurement et qu'afin d'enrayer ce processus il est nécessaire de modifier d'urgence les règles de placement de ces chômeurs;

Considérant que le Fonds social européen ne participe au financement d'actions de soutien salarial pour l'octroi d'aides à l'embauche de chômeurs difficiles à placer que pour autant que les demandes soient introduites auprès de la Commission des Communautés européennes par l'autorité nationale, pour l'exercice 1986, avant le 20 octobre 1985;

Considérant que les interventions du Fonds social européen s'ajoutent à celles prévues dans le projet d'arrêté et en conditionnent l'efficacité;

Considérant que des entreprises ont sollicité l'aide du Fonds social européen pour 1985 et que le seul obstacle à l'octroi de celle-ci est l'absence d'une aide régionale pour ces cas;

Sur la proposition du Ministre de la Région wallonne qui a l'emploi dans ses attributions,

Arrête :

Article unique. A l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage est ajouté un titre V intitulé « Dispositions particulières à la Région wallonne » et qui comporte les articles suivants :

Article 270. Les articles 53 à 58 du présent arrêté ne sont pas applicables en Région wallonne.

Article 271. § 1er. L'Office national de l'Emploi accorde une intervention financière dans la rémunération des chômeurs difficiles à placer engagés par un employeur, en exécution d'une convention

conclue entre cet employeur et le Ministre de la Région wallonne qui a l'emploi dans ses attributions en vertu de l'article 274 du présent arrêté.

§ 2. Pour l'application de la présente section, on entend par :

1. Rémunération, la rémunération fixée par :

a) une convention collective de travail,

ou, à défaut,

b) une convention entre les parties dans le respect de la législation existante (salaire minimum garanti);

ou, à défaut,

c) l'usage.

Cette rémunération est majorée des cotisations des employeurs pour l'ensemble des régimes de sécurité sociale visés à l'article 5 de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs salariés.

2. Chômeur difficile à placer :

a) le demandeur d'emploi libre inoccupé inscrit comme tel à l'Office national de l'Emploi depuis au moins douze mois;

b) le chômeur complet indemnisé depuis au moins douze mois;

c) le demandeur d'emploi libre inoccupé inscrit comme demandeur d'emploi à l'Office national de l'Emploi depuis au moins six mois, le chômeur complet indemnisé depuis au moins six mois, et dont l'aptitude au travail est réduite par suite d'une insuffisance ou d'une diminution soit d'au moins 30 p.c. de sa capacité physique et d'au moins 20 p.c. de sa capacité mentale;

d) pour l'application du présent article, est également considéré comme chômeur complet indemnisé, le chômeur occupé par les pouvoirs publics, le travailleur occupé dans le cadre spécial temporaire, le travailleur engagé dans le troisième circuit de travail et le chômeur engagé dans le cadre des formations dispensées par l'Office national de l'Emploi.

Le chômeur difficile à placer ainsi défini doit être domicilié en Région wallonne.

Lors de l'instruction des demandes lorsque plusieurs projets sont en concurrence la priorité est établie en tenant compte du classement dans l'ordre a), b), d).

Les demandeurs d'emploi repris en c) font l'objet d'une intervention supérieure.

§ 3. Pour l'application du § 2, 2, du présent article, sont assimilées à des journées de chômage indemnisées : les journées qui ont donné lieu au paiement d'une indemnité par application des dispositions légales ou réglementaires concernant l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles, des accidents de travail, des accidents survenus sur le chemin du travail ou d'un accident de droit commun

Article 272. § 1er. L'intervention financière peut être accordée, selon les modalités mentionnées à l'article 274 :

1. à tout employeur, soumis à la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs qui, dans les conditions fixées par les dispositions de la présente section, procède à l'engagement d'un chômeur difficile à placer et crée de ce fait un emploi supplémentaire;

2. à toute personne physique ou morale, soumise pour la première fois à la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs en raison de l'engagement, dans les conditions fixées par les dispositions de la présente section, d'un chômeur difficile à placer.

§ 2. Sont toutefois exclus de l'application des dispositions de la présente section :

1. les personnes morales de droit public;
2. les personnes qui organisent un établissement d'enseignement, un centre psycho-médico-social libre ou un office libre d'orientation scolaire ou professionnelle;
3. les entreprises sans finalité industrielle ou commerciale;
4. les établissements de soins et d'hébergement;
5. les entreprises du spectacle;
6. les entreprises de travail intérimaire;
7. les employeurs qui occupent uniquement des travailleurs domestiques;
8. les personnes qui exercent une des professions libérales suivantes : médecins, pharmaciens, dentistes, professions paramédicales, vétérinaires, avocats, notaires, architectes et huissiers de justice;
9. les associations de fait et les sociétés civiles professionnelles formées par les personnes exerçant une des professions énumérées au 8;
10. les entreprises dont, soit le siège social, soit le siège d'exploitation n'est pas situé en Wallonie.

§ 3. L'intervention financière est accordée moyennant le respect des trois conditions suivantes :

a) lorsqu'un chômeur difficile à placer est engagé dans les liens d'un contrat de travail à durée indéterminée. L'engagement peut être conclu pour un travail à temps plein ou à temps partiel. Dans ce dernier cas il s'agira, soit d'un mi-temps, soit d'un trois-quarts temps d'un travail à temps plein dans l'entreprise. Le travail à temps partiel doit être réparti en journées complètes;

b) lorsque le nombre des travailleurs occupés pendant chacun des quatre trimestres civils qui suivent le trimestre au cours duquel l'engagement a eu lieu, comporte au moins une unité supplémentaire par rapport au nombre moyen des travailleurs occupés pendant chacun des quatre trimestres civils qui précèdent ce trimestre.

Le nombre moyen de travailleurs occupés est égal au nombre total des journées de travail prestées au cours de la période de quatre trimestres civils, divisé par le nombre de journées de travail qui peuvent normalement être prestées par un travailleur au cours de la même période. La différence entre le nombre moyen ainsi obtenu est arrondie, le cas échéant, à l'unité supérieure ou inférieure selon qu'elle atteint ou excède 0,5 unité du personnel ou qu'elle est inférieure à ce montant.

Pour l'application des alinéas a) et b) ci-dessus, chaque travail à temps partiel est pris en considération au prorata du nombre d'heures qu'il comporte par rapport à un travail à temps plein dans l'entreprise;

c) que le premier emploi ou, selon le cas, l'emploi supplémentaire visé au 1er, 1, du présent article soit maintenu pendant une durée de deux ans à dater de l'engagement.

Article 273. § 1er. L'intervention financière visée à l'article 271, § 1er, s'élève à 8 500 francs par mois, pour un travail à temps plein, pendant une période maximale de douze mois. Ce montant peut être modifié par arrêté pris par le Ministre de la Région wallonne ayant compétence pour l'emploi, toute modification n'a d'effet que pour les interventions qui seront accordées après la publication au *Moniteur belge*.

En cas d'engagement d'un chômeur difficile à placer, visé à l'article 271, § 2, 2, c), ce montant est porté à 10 500 francs.

En cas d'engagement conclu pour un travail à temps partiel, l'intervention financière visée aux alinéas 1 et 2 du présent paragraphe est calculée au prorata de celle accordée pour un travail à temps plein.

§ 2. L'intervention financière est liquidée en quatre tranches trimestrielles.

La convention accordant une intervention financière prend cours le premier jour du trimestre civil qui suit l'engagement du travailleur.

Le versement de chaque tranche est effectuée par l'Office national de l'Emploi après production par l'employeur des documents justificatifs requis par la convention visée à l'article 274.

§ 3. Le montant de l'intervention financière visée au § 1er du présent article est complété du montant éventuellement octroyé par le Fonds social européen, au vu du dossier de l'employeur tel qu'il est présenté au Fonds, via le Ministère de l'Emploi et du Travail, par le Ministre de la Région wallonne ayant l'emploi dans ses attributions.

Ce complément d'intervention est intégralement versé à l'employeur dès sa réception du Fonds social européen.

Article 274. Les demandes d'intervention sont introduites et instruites au niveau des Services subrégionaux de l'Emploi.

Le Ministre de la Région wallonne qui a l'emploi dans ses attributions décide de convenir avec l'employeur d'une intervention, après avoir recueilli l'avis du Comité subrégional de l'Emploi compétent.

L'intervention est en tout cas limitée aux crédits budgétaires prévus pour l'année en cours au moment de l'introduction de la demande.

Le refus d'accorder l'intervention est spécialement motivé et notifié à l'employeur.

La convention contient notamment les éléments suivants :

1. une situation détaillée de l'emploi dans l'entreprise sur base des dispositions de l'article 272;
2. une liste des documents justificatifs requis et les dates auxquelles ils devront être remis;
3. un engagement de l'employeur à permettre aux fonctionnaires et agents de l'Office national de l'Emploi d'exercer dans l'entreprise ou auprès de son mandataire le contrôle de l'application des dispositions de la présente section;
4. le nombre de travailleurs pour lesquels l'intervention est accordée;
5. le délai maximum dans lequel ces travailleurs doivent être engagés, et le temps de travail prévu conformément à l'article 272;
6. la durée de l'engagement;
7. la nature de l'engagement;
8. la demande d'aide à l'embauche à introduire auprès du Fonds social européen.

Article 275. Pour l'application de l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1967 relatif au contrôle et à l'octroi des subventions aux interventions visées dans la présente section, il y a lieu d'entendre par :

« l'Etat » : la Région wallonne

« le Roi » : le Ministre de la Région wallonne ayant l'emploi dans ses attributions.

Article 276. Le paiement est effectué par l'Office national de l'Emploi à l'expiration de chaque trimestre civil sur production de l'attestation trimestrielle de l'Office national de Sécurité sociale relatif au trimestre considéré.

Article 277. § 1er. Est exclu du bénéfice de l'intervention :

1. l'employeur qui, d'après des présomptions précises et concordantes, a licencié un ou plusieurs travailleurs afin de les remplacer par un ou plusieurs chômeurs difficiles à placer pour lesquels il bénéficie de l'intervention;

2. l'employeur qui, au cours des trois dernières années, précédant l'introduction de la demande, n'a pas observé les réglementations qui sont applicables en matière de rémunérations et autres conditions de travail.

Cette exclusion produit ses effets à partir du premier jour du trimestre civil au cours duquel elle est décidée, sans préjudice de l'application de l'article 276.

§ 2. Est tenu de restituer l'intervention :

1. l'employeur avec qui une convention aurait été conclue en violation des dispositions de la présente section;

2. l'employeur qui commet les actes cités au § 1er, 1, entre le moment de l'introduction de la demande et la fin de la convention.

§ 3. Lorsque le travailleur engagé quitte l'entreprise avant la fin du contrat, l'employeur ne bénéficie de l'intervention que dans la mesure suivante :

$$\text{taux normal d'intervention} \times \frac{\text{durée réelle de l'engagement}}{\text{durée prévue selon la convention (en jours)}}$$

L'employeur pourra cependant bénéficier de l'intégralité de l'intervention s'il engage un autre chômeur difficile à placer, en ce conformant aux modalités prescrites par la convention, dans le délai maximum d'engagement mentionné dans celle-ci.

§ 4. L'action en restitution des interventions se prescrit pour trois ans à dater du paiement.

Article 278. Le Ministre de la Région wallonne qui a l'emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 15 juillet 1985.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon, chargé de l'Economie,
J.-M. DEHOUSSE

Le Ministre de la Région wallonne pour l'Eau, l'Environnement et la Vie rurale,
V. FEAUX

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 85 — 2312

15. JULI 1985. — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive zur Abänderung, für die Wallonische Region, des Königlichen Erlasses vom 20. Dezember 1963 betreffend die Arbeitsbeschaffung und die Arbeitslosigkeit

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere des Artikels 6, Paragraph 1, Punkt IX;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Dezember 1944 über die soziale Sicherheit der Arbeitnehmer, insbesondere des Artikels 7, Paragraph 1, Absatz 3, abgeändert durch die Gesetze vom 14. Juli 1951 und vom 14. Februar 1961;

Aufgrund des Gesetzes vom 25. April 1963 über die Verwaltung der Einrichtungen öffentlichen Interesses für soziale Sicherheit und soziale Fürsorge, insbesondere des Artikels 15;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 20. Dezember 1963 betreffend die Arbeitsbeschaffung und die Arbeitslosigkeit, insbesondere der Artikel 53 bis 58, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 24. Februar 1967, vom 11. Oktober 1971 und vom 6. Oktober 1978;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, Paragraph 1, abgeändert durch das ordentliche Gesetz vom 9. August 1980;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;
Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass die Anzahl der schwer zu vermittelnden Arbeitnehmer — auch in den vorher nicht betroffenen Altersgruppen erheblich steigt — und dass es notwendig ist, die Regeln bezüglich der Vermittlung dieser Arbeitslosen dringend abzuändern, um diese Entwicklung aufzuhalten;

In der Erwägung, dass sich der Europäische Sozialfonds an der Finanzierung von Lohnunterstützungsaktionen für die Gewährung von Beihilfen zur Einstellung von schwer zu vermittelnden Arbeitslosen nur beteiligt, sofern die nationale Behörde die Anträge für das Rechnungsjahr 1986 vor dem 20. Oktober 1985 bei der Kommission der Europäischen Gemeinschaften einreicht;

In der Erwägung, dass die Interventionen des Europäischen Sozialfonds noch zu denjenigen hinzukommen, die im Entwurf des Erlasses vorgesehen sind und dessen Wirksamkeit bedingen;

In der Erwägung, dass gewisse Unternehmen für 1985 die Beihilfe des Europäischen Sozialfonds beantragt haben und dass die Gewährung dieser Beihilfe nur am Fehlen einer regionalen Beihilfe für diese Fälle scheitert;

Auf Vorschlag des Ministers der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört,

Beschliesst die Wallonische Exekutive :

Einziges Artikel. Dem Königlichen Erlass vom 20. Dezember 1963 betreffend die Arbeitsbeschaffung und die Arbeitslosigkeit wird ein Titel V mit der Überschrift « Besondere Bestimmungen für die Wallonische Region » hinzugefügt, der folgende Artikel enthält :

Artikel 270. Die Artikel 53 bis 58 des vorliegenden Erlasses sind in der Wallonischen Region nicht anwendbar.

Artikel 271. § 1. Das Landesamt für Arbeitsbeschaffung beteiligt sich finanziell an den Lohn der schwer zu vermittelnden Arbeitslosen, die von einem Arbeitgeber eingestellt werden, und dies in Durchführung eines Abkommens, das aufgrund von Artikel 274 des vorliegenden Erlasses zwischen diesem Arbeitgeber und dem Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört, getroffen wird.

§ 2. Für die Anwendung des vorliegenden Abschnittes versteht man unter :

1. Lohn : den Lohn, der festgelegt wird durch :

a) einen kollektiven Arbeitsvertrag;

oder in Ermangelung dessen :

b) einen Vertrag zwischen den Parteien unter Beachtung der bestehenden Gesetzgebung (garantierter Mindestlohn);

oder in Ermangelung dessen :

c) die Gepflogenheiten.

Dieser Lohn wird um die Beiträge der Arbeitgeber erhöht für die Gesamtheit der Systeme der sozialen Sicherheit, die in Artikel 5 des Gesetzes vom 27. Juni 1969 zur Revision des Gesetzes vom 28. Dezember 1944 über die soziale Sicherheit der Arbeitnehmer gemeint sind.

2. Schwer zu vermittelnden Arbeitslosen :

a) den nicht beschäftigten freien Arbeitssuchenden, der seit mindestens zwölf Monaten als solcher beim Landesamt für Arbeitsbeschaffung eingetragen ist;

b) den seit mindestens zwölf Monaten Vollarbeitslosen, der Arbeitslosenunterstützung bezieht;

c) den nichtbeschäftigten freien Arbeitssuchenden, der seit mindestens sechs Monaten als Arbeitssuchender beim Landesamt für Arbeitsbeschaffung eingetragen ist, und den Vollarbeitslosen, der seit mindestens sechs Monaten Arbeitslosenunterstützung bezieht und dessen Arbeitsfähigkeit infolge einer Unzulänglichkeit oder einer Minderung entweder um mindestens 30 Prozent seiner körperlichen Tauglichkeit oder um mindestens 20 Prozent seiner geistigen Fähigkeit verringert ist;

d) für die Anwendung des vorliegenden Artikels wird ebenfalls als vollarbeitsloser, der Arbeitslosenunterstützung bezieht, angesehen : der Arbeitslose, der von den öffentlichen Behörden beschäftigt wird, der Arbeitnehmer, der im Rahmen des zeitweiligen Sonderstellenplans beschäftigt ist, der Arbeitnehmer, der im dritten Beschäftigungssektor angestellt ist, und der Arbeitslose, der im Rahmen der Ausbildungen, die vom Landesamt für Arbeitsbeschaffung gewährleistet werden, ausgebildet wird.

Der so beschriebene schwer zu vermittelnde Arbeitslose muss seinen Wohnsitz in der Wallonischen Region haben.

Wenn bei der Bearbeitung der Anträge mehrerer Projekte miteinander konkurrieren, wird der Vorrang in folgender Reihenfolge gewährt : a), b), d).

Die Arbeitssuchenden, die in Litera c) aufgeführt sind, sind Gegenstand einer höheren Intervention.

§ 3. Für die Anwendung von § 2, Punkt 2, des vorliegenden Artikels werden folgende Tag den Tagen, für die Arbeitslosenunterstützung gezahlt wird, gleichgestellt :

die Tagen, die zur Zahlung einer Vergütung geführt haben in Anwendung der gesetzlichen oder ordnungsgemässen Bestimmungen über die Pflichtversicherung gegen Krankheit und Invalidität, die Entschädigung für die Schäden, die Folge von Berufskrankheiten sind, von Arbeitsunfällen, von Unfällen auf dem Arbeitsweg oder von einem ausserberuflichen Unfall,

Artikel 272. § 1. Die finanzielle Intervention kann gemäss den in Artikel 274 erwähnten Modalitäten folgende Personen gewährt werden :

1. jedem Arbeitgeber, der dem Gesetz vom 27. Juni 1969 zur Revision des Gesetzeserlasses vom 28. Dezember 1944 über die soziale Sicherheit der Arbeitnehmer unterliegt und der unter den durch die Bestimmungen des vorliegenden Abschnitts festgelegten Bedingungen einen schwer zu vermittelnden Arbeitslosen einstellt und somit eine zusätzliche Arbeitsstelle schafft;

2. jeder natürlichen oder juristischen Person, die dem Gesetz vom 27. Juni 1969 zur Revision des Gesetzeserlasses vom 28. Dezember 1944 über die soziale Sicherheit der Arbeitnehmer zum ersten Mal unterliegt, weil sie unter den durch die Bestimmungen des vorliegenden Abschnitts festgelegten Bedingungen einen schwer zu vermittelnden Arbeitslosen einstellt.

§ 2. Sind jedoch von der Anwendung der Bestimmungen des vorliegenden Abschnitts ausgeschlossen :

1. die juristischen Personen öffentlichen Rechts;
2. die Personen, die eine Lehranstalt, ein freies psycho-medizinisch-soziales Zentrum oder ein freies Schul- und Berufsberatungsamt leiten;
3. die Unternehmen ohne industrielle oder kommerzielle Zweckbestimmtheit;
4. die Pflege- und Beherbergungsanstalten;
5. die Unternehmen des Showgeschäfts;
6. die Unternehmen für die Vermittlung von Aushilfskräften;
7. die Arbeitgeber, die ausschliesslich Hausangestellt beschäftigen;
8. die Personen, die einen der folgenden freien Berufe ausüben : Arzt, Apotheker, Zahnarzt, arztähnlicher Beruf, Tierarzt, Rechtsanwalt, Notar, Architekt und Gerichtsvollzieher;
9. die nichtrechtsfähigen Vereine und die beruflichen bürgerlich-rechtlichen Gesellschaften, die von den Personen gebildet werden, die einen der in Punkt 8 aufgeführten freien Berufe ausüben;
10. die Unternehmen, von denen entweder der Gesellschaftssitz oder der Betriebssitz nicht in der Wallonie liegt;

§ 3. Die finanzielle Intervention wird gewährt, wenn die drei folgenden Bedingungen erfüllt sind :

a) wenn ein schwer zu vermittelnder Arbeitsloser unter einem unbefristeten Arbeitsvertrag eingestellt wird. Der Einstellungsvertrag kann für eine Vollzeitbeschäftigung oder für eine Teilzeitbeschäftigung abgeschlossen werden. Im letzteren Fall wird es sich entweder um eine Halbzeitbeschäftigung oder um eine Dreiviertelzeitbeschäftigung einer Vollzeitbeschäftigung in dem Unternehmen handeln. Die Teilzeitbeschäftigung muss in volle Arbeitstage aufgeteilt sein;

b) wenn die Anzahl der Arbeitnehmer, die während jedes der vier Kalenderquartale beschäftigt sind, die dem Quartal folgen, in dem die Einstellung erfolgt ist, mindestens eine zusätzliche Einheit beträgt im Verhältnis zu der durchschnittlichen Anzahl Arbeitnehmer, die während jedes der vier Kalenderquartale, die demjenigen der Einstellung vorausgehen, beschäftigt waren.

Die durchschnittliche Anzahl beschäftigter Arbeitnehmer entspricht der Gesamtzahl der Arbeitstage, die während des Zeitraumes von vier Kalenderquartalen geleistet worden sind, geteilt durch die Anzahl Arbeitstage, die normalerweise von einem Arbeitnehmer während des gleichen Zeitraumes geleistet werden können. Die so erhaltene durchschnittliche Anzahl wird gegebenenfalls abgerundet, und zwar nach oben, wenn die Dezimale der Anzahl Arbeitskräfte 5 erreicht oder überschreitet, und nach unten, wenn sie 5 nicht erreicht.

Für die Anwendung der oben angeführten Absätze a) und b) wird jede Teilzeitbeschäftigung entsprechend der Anzahl Stunden, die sie im Verhältnis zu einer Vollzeitbeschäftigung im Unternehmen beträgt, berücksichtigt;

c) der erste Arbeitsplatz oder gegebenenfalls der in § 1, Punkt 1, des vorliegenden Artikels gemeinte zusätzliche Arbeitsplatz muss während einer Dauer von zwei Jahren ab der Einstellung erhalten bleiben.

Artikel 273. § 1. Die in Artikel 271, § 1, gemeinte finanzielle Intervention beträgt 8 500 Franken pro Monat für eine Vollzeitbeschäftigung und während einer Höchstdauer von zwölf Monaten. Dieser Betrag kann durch einen Erlass des Ministers der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört, abgeändert werden. Eine jede Änderung gilt nur für die Interventionen, die nach der Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* gewährt werden.

Bei der Einstellung eines in Artikel 271, § 2, Punkt 2, Litera c), gemeinten schwer zu vermittelnden Arbeitslosen beträgt die Intervention 10 500 F.

Bei einer Einstellung für eine Teilzeitbeschäftigung wird die in den Absätzen 1 und 2 des vorliegenden Paragraphen erwähnte finanzielle Intervention im Verhältnis zu derjenigen berechnet, die für eine Vollzeitbeschäftigung gewährt wird.

§ 2. Die finanzielle Intervention wird in vier dreimonatlichen Teilbeträgen ausgezahlt.

Das Abkommen, das eine finanzielle Intervention gewährt, gilt ab dem ersten Tag des Kalenderquartals, das der Einstellung des Arbeitnehmers folgt.

Jeder Teilbetrag wird vom Landesamt für Arbeitsbeschaffung ausgezahlt, nach dem der Arbeitgeber die aufgrund des in Artikel 274 erwähnten Abkommens erforderlichen rechtfertigenden Dokumente beigebracht hat.

§ 3. Der Betrag der in § 1 des vorliegenden Artikels erwähnten finanziellen Intervention wird durch den Betrag ergänzt, der eventuell vom Europäischen Sozialfonds gewährt wird nach Prüfung der Akte des Arbeitgebers, so wie der Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört, sie dem Fonds über das Ministerium der Beschäftigung und der Arbeit vorgelegt hat.

Diese zusätzliche Intervention wird dem Arbeitgeber vollständig ausgezahlt, sobald man sie vom Europäischen Sozialfonds erhalten hat.

Artikel 274. Die Anträge auf Intervention werden auf Ebene der subregionalen Dienststellen für Arbeitsbeschaffung eingereicht und bearbeitet.

Der Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört, beschliesst, mit dem Arbeitgeber eine Intervention zu vereinbaren, nachdem er das Gutachten des zuständigen subregionalen Ausschusses für Arbeitsbeschaffung eingeholt hat.

Die Intervention ist auf jeden Fall auf die Haushaltsmittel begrenzt, die beim Einreichen des Antrags für das laufende Jahr vorgesehen sind.

Die Verweigerung der Intervention wird speziell begründet und dem Arbeitgeber zugestellt.

Das Abkommen enthält insbesondere folgende Angaben :

1. eine detaillierte Beschreibung über die Lage der Beschäftigung im Unternehmen, und zwar auf der Grundlage der Bestimmungen von Artikel 272;
2. eine Liste der erforderlichen rechtfertigenden Dokumente und die Tage, an denen sie abgegeben werden müssen;
3. eine Verpflichtung des Arbeitgebers, den Beamten und Bediensteten des Landesamtes für Arbeitsbeschaffung zu erlauben, die Kontrolle der Anwendung der Bestimmungen des vorliegenden Abschnitts im Unternehmen oder bei dessen Bevollmächtigten auszuüben;
4. die Anzahl Arbeitnehmer, für die die Intervention gewährt wird;
5. die äusserste Frist für die Einstellung dieser Arbeitnehmer und die gemäss Artikel 272 vorgesehene Arbeitszeit;
6. die Dauer des Arbeitsverhältnisses;
7. die Art des Arbeitsverhältnisses;
8. den Antrag auf Beihilfe zur Einstellung, der beim Europäischen Sozialfonds eingereicht werden muss.

Artikel 275. Für die Anwendung des Königlichen Erlasses Nr. 3 vom 18. April 1967 über die Kontrolle und die Gewährung der Zuschüsse auf die im vorliegenden Abschnitt erwähnten Interventionen muss man :

unter dem « Staat » : die Wallonische Region
und unter dem « König » : den Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört, vorstehen.

Artikel 276. Die Zahlung erfolgt durch das Landesamt für Arbeitsbeschaffung nach Ablauf jedes Kalenderquartals und gegen Beibringung der dreimonatlichen Bescheinigung des Landesamtes für soziale Sicherheit bezüglich des betreffenden Quartals.

Artikel 277. § 1. Wird von der Intervention ausgeschlossen :

1. der Arbeitgeber, der präzisen und übereinstimmenden Mutmassungen zufolge einen oder mehrere Arbeitnehmer entlassen hat, um sie durch einen oder mehrere schwer zu vermittelnde Arbeitslose zu ersetzen, für die er die Intervention erhält;
2. der Arbeitgeber, der während der drei letzten Jahre, die dem Einreichen des Antrags vorangehen, die in Sachen Löhne anwendbaren Regelungen sowie andere Arbeitsbedingungen nicht eingehalten hat.

Unbeschadet der Anwendung von Artikel 276 gilt dieser Ausschluss ab dem ersten Tag des Kalenderquartals, in dem er beschlossen wird.

§ 2. Ist verpflichtet, die Intervention zurückzuerstatten :

1. der Arbeitgeber, mit dem ein Abkommen in Übertretung der Bestimmungen des vorliegenden Abschnittes getroffen worden wäre;

2. der Arbeitgeber, der die in § 1, Punkt 1, genannten Taten zwischen der Einreichung des Antrags und dem Ende des Abkommens verübt.

§ 3. Wenn der eingestellte Arbeitnehmer das Unternehmen vor Ablauf des Vertrags verlässt, erhält der Arbeitgeber die Intervention nur in folgendem Masse :

$$\text{gewöhnliche Intervention} \times \frac{\text{tatsächliche Dauer des Arbeitsverhältnisses}}{\text{gemäß dem Abkommen vorgesehene Dauer (in Tagen)}}$$

Der Minister-Präsident der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit der Wirtschaftspolitik,

J.-M. DEHOUSSE

Der Minister der Wallonischen Region für Wasser, Umwelt und Landleben,

V. FEAX

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 85 — 2312

15 JULI 1985. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid voor het Waalse Gewest

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 8, § 1, IX;

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders inzonderheid op artikel 7, § 1, 3e lid, gewijzigd door de wetten van 14 juli 1951 en 14 februari 1961;

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut, voor sociale zekerheid en sociale voorzorg, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid, inzonderheid op de artikelen 53 tot 58 gewijzigd door de koninklijke besluiten van 24 februari 1967, 11 oktober 1971 en 8 oktober 1978;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd door de gewone wet van 9 augustus 1980;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op de dringende noodzaak;

Overwegende dat het aantal moeilijk te plaatsen werklozen aanzienlijk toeneemt, met inbegrip van de leeftijdscategorieën die vroeger niet getroffen waren en ten einde deze ontwikkeling tegemoet te gaan is het dringend geboden de regels inzake het plaatsen van die werklozen te wijzigen;

Overwegende dat het Europees Sociaal Fonds aan de financiering van loonsteunacties met het oog op de toekenning van steunen bij het aanwerven van moeilijk te plaatsen werklozen alleen maar deelneemt voor zover de desbetreffende aanvragen bij de Commissie van de Europese Gemeenschappen door de nationale overheid voor het dienstjaar 1986 vóór 20 oktober 1985 zijn ingediend;

Overwegende dat de tegemoetkomingen van het Europees Sociaal Fonds een aanvulling zijn van degenen die bepaald zijn in het besluitontwerp en dat hun efficiëntie daarvan afhangt;

Overwegende dat ondernemingen om de steun van het Europees Sociaal Fonds voor 1985 gevraagd hebben en dat de enige hinder voor de toekenning ervan het gebrek aan een regionale hulp voor die gevallen is;

Op de voordracht van de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid de tewerkstelling behoort,

Besluit :

Enig artikel. In het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid wordt een titel V betiteld : « Bepalingen eigen aan het Waalse Gewest », ingevoegd die de volgende artikelen omvat :

Artikel 270. De artikelen 53 tot 58 van dit besluit zijn niet meer van toepassing op het Waalse Gewest.

Der Arbeitgeber kann jedoch die ganze Intervention erhalten, wenn er gemäss den vorgeschriebenen Modalitäten des Abkommens und binnen der äussersten Einstellungsfrist, die darin angegeben ist, einen anderen schwer zu vermittelnden Arbeitslosen einstellt.

§ 4. Die Klage auf Rückerstattung der Interventionen verjährt in drei Jahren ab der Zahlung.

Artikel 270. Der Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört, ist mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Brüssel, den 15. Juli 1985.

Artikel 271. § 1. Een financiële tegemoetkoming in het loon van de moeilijk te plaatsen werklozen die door een werkgever tewerkgesteld zijn ter uitvoering van een overeenkomst tussen deze werkgever en de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid de tewerkstelling behoort, wordt overeenkomstig artikel 274 van dit besluit door de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening toegekend.

§ 2. Voor de toepassing van deze afdeling wordt verstaan onder :

1. Loon, het loon vastgesteld door :

a) een collectieve arbeidsovereenkomst;

of bij gebreke hiervan :

b) een overeenkomst tussen de partijen met inachtneming van de bestaande wetgeving (het gewaarborgde minimummaandloon);

of bij gebreke hiervan

c) door het gebruik;

Dit loon wordt vermeerderd met de werkgeversbijdragen voor alle regelingen inzake sociale zekerheid bedoeld in artikel 5 van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de sociale zekerheid der loonarbeiders.

2. Moeilijk te plaatsen werkloze :

a) de vrije werkzoekende die sinds ten minste twaalf maanden bij de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening als zódanig ingeschreven is;

b) de sinds ten minste twaalf maanden volledig uitkeringsgerechtigd werkloze;

c) de als werkzoekende bij de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening sinds ten minste zes maanden ingeschreven vrije werkloze die sinds ten minste zes maanden volledig uitkeringsgerechtigd werkloze wiens arbeidsgeschiktheid verminderd is wegens een ontoereikendheid of een vermindering van ten minste 30 pct. van zijn lichamelijke geschiktheid en ten minste 20 pct. van zijn geestelijke geschiktheid;

d) voor de toepassing van dit artikel wordt eveneens als volledig uitkeringsgerechtigd werkloze beschouwd de door de overheid tewerkgestelde werkloze, de in het bijzondere tijdelijke kader tewerkgestelde arbeider, de in het derde arbeidscircuit tewerkgestelde arbeider en de in het kader van de beroepsopleidingen bij de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening tewerkgestelde werkloze.

De zo bepaalde moeilijk te plaatsen werkloze moet zijn woonplaats in het Waalse Gewest hebben.

In geval van concurrentie tussen verschillende projecten worden de aanvragen behandeld op basis van de rangschikking in de a), b), d) volgorde.

De in c) bedoelde werkzoekenden krijgen een aanzienlijkere tegemoetkoming toebedeeld.

§ 3. Voor de toepassing van § 2, 2, van dit artikel worden met vergoede werkloosheidsdagen gelijkgesteld :

de dagen welke aanleiding hebben gegeven tot betaling van een uitkering bij toepassing van wets- en reglementsbepalingen inzake verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekeringen, schadeoosstelling voor beroepsziekten, arbeidsongevallen, ongevallen op de weg naar en van het werk of ongevallen van gemeenrecht.

Artikel 272. § 1. De financiële tegemoetkoming kan worden toegekend overeenkomstig de in artikel 274 vermelde modaliteiten :

1. aan enige werkgever vallend onder de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de sociale zekerheid der arbeiders die onder de door de bepalingen van deze afdeling vastgestelde voorwaarden een moeilijk te plaatsen werkloze tewerkstelt en daardoor een nieuwe betrekking in het leven roept;

2. aan enige natuurlijke of rechtspersoon die voor de eerste maal valt onder de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de sociale zekerheid der arbeiders wegens tewerkstelling onder de door de bepalingen van die afdeling vastgestelde voorwaarden van een moeilijk te plaatsen werkloze.

§ 2. Hebben echter geen aanspraak op de toepassing van de bepalingen van deze afdeling :

1. de publiekrechtelijke rechtspersonen;
2. de personen die een onderwijsinstelling, een vrij psychologisch-sociaal centrum of een vrije dienst voor school- en beroepskeuzevoorlichting organiseren;
3. de ondernemingen zonder industriële of commerciële doeleinden;
4. de verzorgings- en verblijfscentra;
5. de spektakelbedrijven;
6. de uitzendbureaus;
7. de werkgevers die alleen thuiswerkers tewerkstellen;
8. de personen die één van de volgende vrije beroepen uitoefenen : artsen, apothekers, tandartsen, paramedische beroepen, dierenartsen, advocaten, notarissen, architecten en gerechtsdeurwaarders;
9. de feitelijke verenigingen en de burgerlijke beroepsverenigingen ingericht door de personen die één van de in 8 bedoelde beroepen uitoefenen;
10. de ondernemingen waarvan, hetzij de maatschappelijke zetel, hetzij de zetel van exploitatie niet in Wallonië is gelegen.

§ 3. De financiële tegemoetkoming wordt toegekend mits inachtneming van de drie volgende voorwaarden :

a) wanneer de moeilijk te plaatsen werkloze via een contract van onbepaalde duur is tewerkgesteld. De tewerkstelling kan voor een voltijdse of een deeltijdse arbeid gesloten worden.

In dit laatste geval moet het hetzij een halftijdse, hetzij een driekwartijdse tewerkstelling van een voltijdse arbeid in de onderneming zijn. De deeltijdse arbeid moet in volledige arbeidsdagen verdeeld worden;

b) wanneer het aantal arbeiders tewerkgesteld gedurende ieder van de vier kalenderkwartalen na het kwartaal wanneer zij tewerk zijn gesteld ten minste één eenheid meer bedraagt dan het gemiddelde aantal werknemers die gedurende ieder van de vier kalenderkwartalen vóór dat kwartaal zijn tewerkgesteld.

Het gemiddelde aantal tewerkgestelde arbeiders is gelijk aan het totale aantal arbeidsdagen gepresteerd over een periode van vier kalenderkwartalen, gedeeld door het aantal arbeidsdagen die door een arbeider tijdens dezelfde periode normaal kunnen verricht worden. Het verschil tussen dat gemiddelde aantal wordt in voorkomend geval op de bovenste of onderste eenheid afgerond naar gelang het 0,5-eenheid van personeel bereikt of overschrijdt of onder dat bedrag ligt.

Voor de toepassing van de hierboven vermelde leden a) en b) komt elke voltijdse arbeid in aanmerking naar rato van het aantal uren die zij ten aanzien van een voltijdse arbeid in de onderneming omvat.

c) dat de eerste betrekking of, naar gelang van het geval, de in 1, van dit artikel bedoelde supplementaire betrekking gedurende twee jaar vanaf de tewerkstellingsdatum gehandhaafd blijft.

Artikel 273. § 1. De in artikel 271, § 1, bedoelde financiële tegemoetkoming bedraagt voor een voltijdse arbeid 8 500 frank per maand gedurende een maximumperiode van twaalf maanden. Dit bedrag kan gewijzigd worden bij besluit genomen door de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid de tewerkstelling behoort; de wijzigingen gelden alleen voor de tegemoetkomingen die na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad* zullen toegekend worden.

In geval van een in artikel 271, § 2, c), bedoelde moeilijk te plaatsen werkloze wordt dit bedrag op 10 500 frank gebracht.

In geval van aanwerving voor een deeltijdse arbeid is de in het eerste en tweede lid van dit paragraaf bedoelde financiële tegemoetkoming berekend naar rato van de voor een voltijdse arbeid toegekende financiële tegemoetkoming.

§ 2. De financiële tegemoetkoming wordt in driemaandelijkse tranches uitbetaald.

De overeenkomst tot toekenning van een financiële tegemoetkoming treedt in werking op de eerste dag van het kwartaal na de aanwerving van de werknemer.

De storting van iedere tranche wordt door de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening verricht na overlegging van de bewijsstukken vereist door de in artikel 274 bedoelde overeenkomst.

§ 3. Het bedrag van de in § 1 van dit artikel bedoelde financiële tegemoetkoming wordt aangevuld door het door het Europees Sociaal Fonds eventueel toegekende bedrag na inzage van het dossier van de werkgever zoals het aan het Fonds ingediend is door de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid de tewerkstelling behoort, via het Ministerie voor Tewerkstelling en Arbeidsvoorziening.

Deze bijkomende tegemoetkoming wordt aan de werkgever volledig gestort onmiddellijk na de ontvangst ervan van het Fonds.

Artikel 274. De aanvragen om tegemoetkoming worden ingediend en behandeld op het niveau van de subregionale tewerkstellingsdiensten.

De Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid de tewerkstelling behoort beslist met de werkgever een tegemoetkoming toe te kennen na inwinning van het advies van het bevoegde Subregionale Comité voor Tewerkstelling.

De tegemoetkoming is in ieder geval beperkt tot de voor het lopende jaar bepaalde budgettaire kredieten op het ogenblik van de indiening van de aanvraag.

De weigering om de tegemoetkoming toe te kennen wordt speciaal met redenen omkleed en aan de werkgever betekend.

De overeenkomst bevat onder meer de volgende gegevens :

1. een gedetailleerde toestand van de werkgelegenheid in de onderneming op grond van de bepalingen van artikel 272;
2. een lijst van de gevraagde bewijsstukken en van de data waarop ze ingediend moeten worden;
3. een verbintenis van de werkgever ten einde de ambtenaren van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening in de mogelijkheid te stellen toezicht uit te oefenen over de toepassing van de bepalingen van die afdeling in de onderneming of bij de gemachtigde ervan;
4. het aantal arbeiders voor wie de tegemoetkoming is toegekend;
5. de maximumtermijn waarin de arbeiders aangeworven moeten worden en de overeenkomstig artikel 273 bepaalde werktijd;
6. de duur van de aanwerving;
7. de aard van de aanwerving;
8. het bij het Europees Sociaal Fonds in te dienen verzoek om tewerkstellingssteun.

Artikel 275. Voor de toepassing van het koninklijk besluit nr. 5 van 18 april 1967 betreffende het toezicht over en de toekenning van subsidies voor de in deze afdeling bedoelde tegemoetkomingen dient te worden verstaan onder :

« de Staat » : het Waalse Gewest

« de Koning » : de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid de tewerkstelling behoort.

Artikel 276. De betaling wordt door de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening verricht na het verstrijken van elk kalenderkwartaal tegen overlegging van het driemaandelijk attest van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid betreffende het betrokken kwartaal.

Artikel 277. § 1. De tegemoetkoming wordt ontzegd :

1. wanneer uit nauwkeurige en overeenstemmende vermoedens blijkt, dat een werkgever één of meer werknemers heeft ontslagen om ze te vervangen door één of meer moeilijk te plaatsen werklozen, voor wie hij de tegemoetkoming geniet;
2. wanneer de werkgever tijdens de laatste drie jaar die de indieningsaanvraag voorafgaan de geldende regeling van lonen en andere arbeidsvoorwaarden niet in acht neemt.

Deze beslissing heeft uitwerking vanaf de eerste dag van het kalendertrimester tijdens hetwelk zij is opgenomen, onverminderd de toepassing van artikel 276.

§ 2. Moet de tegemoetkoming terugbetalen :

1. de werkgever met wie een overeenkomst in strijd met de bepalingen van deze afdeling zou gesloten zijn;
2. de werkgever die de in § 1, 1, bedoelde handelingen pleegt tussen het ogenblik van de indieningsaanvraag en het einde van de overeenkomst.

§ 3. Indien de tewerkgestelde werknemer de onderneming verlaat vóór het einde van het contract, geniet de werkgever de tegemoetkoming alleen volgenderwijze :

$$\text{normaal bedrag van de tegemoetkoming} \times \frac{\text{werkelijke duur van tewerkstelling}}{\text{door de overeenkomst bepaalde duur (in dagen)}}$$

Nochtans zal de werkgever de volle tegemoetkoming genieten indien hij een andere moeilijk te plaatsen werkloze tewerkstelt, mits hij de door de overeenkomst voorgeschreven modaliteiten in acht neemt, binnen de door deze overeenkomst vermelde maximum-tewerkstellingstermijn.

§ 4. De rechtsvordering tot teruggave van de tegemoetkomingen verjaart na drie jaar vanaf de betaling.

Artikel 278. De Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid de tewerkstelling behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 15 juli 1985.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve, belast met de Economie,

J.-M. DEH OUSSE

De Minister van het Waalse Gewest voor het Water, het Leefmilieu en het Landleven,

V. FEAUX

F. 85 — 2313 (85 — 1216)

19-JUIN 1985. — Arrêté ministériel
fixant l'ouverture et la fermeture de la chasse pour la saison 1985-1986 dans la Région wallonne
Erratum

Dans le *Moniteur belge* du 5 juillet 1985, n° 128, à la page 10056, article 1er, a, 2°, 4ème alinéa, lire « sur la partie des anciennes communes de Manderfeld, de Schönberg, de Meyerode, de Lommersweiler, d'Amblève et de Heppenbach ... », au lieu de « sur la partie des anciennes communes de Manderfeld, de Schönberg, de Meyerode, d'Amblève et de Heppenbach ... ».

ÜBERSETZUNG

D. 85 — 2313 (85 — 1216)

19. JUNI 1985. — Ministerialerlass zur Festlegung
der Eröffnung und der Schliessung der Jagdsaison 1985-1986 in der Wallonischen Region
Errata

In *Belgisches Staatsblatt* Nr. 128 vom 5. Juli 1985, Seite 10059 :

— Artikel 1, a, 2°, Absatz 4, lesen « auf den Teilder früheren Gemeinden Manderfeld, Schönberg, Meyerode, Lommersweiler, Amel und Heppenbach ... » statt « auf den Teil der früheren Gemeinden Manderfeld, Schönberg, Meyerode, Amel und Heppenbach ... ».

— Artikel 1, c, Absatz 6, lesen « Rabenkrähe, Saatkrähe, Dohle, Häher, Elster, verwilderte Katze, Fuchs », statt ...

VERTALING

N. 85 — 2313 (85 — 1216)

19 JUNI 1985 — Ministerieel besluit
betreffende de opening en de sluiting van de jacht voor het seizoen 1985-1986 in het Waalse Gewest
Errata

In het *Belgisch Staatsblad* van 5 juli 1985 nr. 128, bladzijde 10061 :

— Artikel 1, a), 2°, 4e alinea lezen « op het gedeelte van het grondgebied der vroegere gemeenten Manderfeld, Schönberg, Meyerode, Lommersweiler, Amel en Heppenbach ... » in plaats van « op het gedeelte van het grondgebied der vroegere gemeenten Manderfeld, Schönberg, Meyerode, Amel en Heppenbach ... ».

— Artikel 1, a), 18e alinea lezen « Mannelijke moeflons, ... van 1 oktober tot en met 31 januari » in plaats van « Mannelijke moeflons ... van 1 tot en met 31 januari ».

— Artikel 1, b), 3e alinea lezen « Fazanthaan : van 15 oktober tot en met 31 januari » in plaats van « Fazanthaan ; van 15 oktober tot en met 31 december ».

— Artikel 1, b), 5e alinea lezen « Patrijs : van 15 september tot en met 30 november » in plaats van « Patrijs : van 15 oktober tot en met 30 november ».

Bladzijde 10062 :

— Artikel 1, c), 6e alinea lezen « Zwarte kraai, roek, kauw, ... » in plaats van « Kraai, roek, kauw, ... ».

— Artikel 1, d), 7e alinea lezen « De roofjacht op zwarte kraaien en houtduiven in het open veld en in de bossen, en op konijnen in de bossen wordt echter gans het jaar toegelaten » in plaats van « De roofjacht op kraaien en houtduiven in het open veld en in de bossen en op konijnen wordt echter gans het jaar toegelaten ».